Rapport annuel 2017

Chambre
de commerce et d'industrie
du Jura

Sommaire

Avant-propos 1

Cadre économique 2

Vie associative 5
Nos membres
Activité des organes
Défense des conditions-cadres
Représentations de la CCIJ

Services et produits de la CCIJ 11
Commerce international
Promotion et appui aux entreprises
Formation
Manifestations et publications
Gestion de secrétariats

Les organes de la CCIJ 17

Adresse de la CCIJ
Rue de l'Avenir 23, case postale 274,
2800 Delémont 1, tél. +41 32 421 45 45,
fax +41 32 421 45 40, courriel: ccjura@ccij.ch,
site Internet: http://www.ccij.ch.

AVANT-PROPOS

L'année 2017 a surpris en bien au niveau de l'activité économique. L'essor s'est révélé, à l'échelon international du moins, plus dynamique qu'initialement anticipé. Surtout, la reprise de l'activité s'est généralisée et a concerné l'ensemble des grandes régions économiques du globe. La situation conjoncturelle s'est également éclaircie en Suisse et dans notre canton. Mais la reprise de l'activité ne s'est véritablement concrétisée qu'à partir de la seconde moitié de l'année grâce aux impulsions provenant des marchés étrangers et à l'affaiblissement du franc suisse face à la devise européenne.

Tous les voyants n'ont cependant pas encore viré au vert. Au plan de la politique économique notamment et des conditions-cadres, deux projets d'importance n'ont pas trouvé grâce devant le souverain. Il s'agit, d'une part, de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) et, d'autre part, de la nouvelle tentative de réforme de notre régime des retraites enlisée depuis plus de vingt ans maintenant. Son échec n'a pas constitué une véritable surprise, tant des oppositions en tous genres à ce nouveau projet de réforme se sont manifestées lors de la campagne. Mais il n'augure rien de bon quant à la capacité de notre pays à mettre en œuvre à terme des mesures répondant au défi posé par le vieillissement constant de la population. En revanche, et c'est réjouissant, le peuple et les cantons ont largement plébiscité la constitution du nouveau fonds d'infrastructures routières FORTA. Il permettra de financer à l'avenir et de combler le retard accumulé dans la rénovation des infrastructures de transport routier.

Ce bilan contrasté témoigne des difficultés grandissantes à maintenir un cadre propice aux activités entrepreneuriales. D'autant plus que l'incertitude plane toujours sur l'évolution des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) pour garantir à notre économie un accès sans restriction au substrat de son marché intérieur. Les négociations portant sur la conclusion d'un éventuel traité global destiné à faciliter la gestion des quelque 120 accords sectoriels bilatéraux en vigueur à ce jour n'ont toujours pas abouti. Un tel traité aurait pourtant l'avantage d'éviter à l'avenir que notre pays fasse régulièrement l'objet de sanctions arbitraires et de régler les litiges existants. Il donnerait en outre aux parties la faculté de poursuivre leurs relations sur une base plus sereine et d'étendre l'accès de l'économie suisse à d'autres secteurs du marché intérieur de l'UE, tels que l'énergie et les marchés financiers.

Sur le plan cantonal, la décision pour le moins surprenante du Tribunal fédéral, qui a confirmé dans un arrêt la validité du salaire minimum que le canton de Neuchâtel s'apprêtait à introduire, a ouvert la voie à la concrétisation dans notre canton de l'initiative populaire des syndicats acceptée en votation le 13 mars 2013. Ce texte demandait aux autorités jurassiennes d'instaurer également un salaire minimum légal et contre l'introduction duquel la CCIJ s'était prononcée en vain. La loi qui a finalement été adoptée par le Parlement au terme de l'année sous revue prévoit, elle aussi, un salaire uniforme fixé à 20 francs de l'heure. Celui-ci correspond à un salaire mensuel brut de 3'660 francs, versé douze fois et sur la base d'un horaire hebdomadaire de 42 heures. Il s'appliquera à toutes les entreprises, à l'exception toutefois de celles au bénéfice d'une convention collective de travail (CCT) ou d'un contrat-type de travail (CTT) prévoyant déjà un salaire minimum chiffré et qui leur restera applicable.

Par ailleurs, convaincue que la transformation numérique en cours revêt un défi de premier ordre pour le tissu économique jurassien, la CCIJ s'est associée au programme de sensibilisation lancé en 2016 déjà par la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI). Elle s'est attachée également à sensibiliser ses entreprises membres et à mieux cerner leurs besoins en matière de cybersécurité.

Cadre économique

Contexte général

L'économie mondiale a gagné incontestablement en dynamisme en 2017. Soutenue par la consommation et la reprise des dépenses d'investissement dans les entreprises, la croissance n'a jamais atteint un tel niveau depuis le début de cette décennie. Elle s'est traduite aussi par une progression plus élevée du volume des échanges commerciaux, rompant ainsi avec la stagnation qui prévalait encore ces dernières années.

De fait, la conjoncture s'est sensiblement améliorée et de manière synchrone dans la plupart des grandes régions économiques du globe. Ainsi et malgré un début d'année en demi-teinte, les Etats-Unis ont enregistré une hausse de leur produit intérieur brut (PIB) réel de quelque 2,5 % en glissement annuel. Grâce à la politique monétaire accommodante menée depuis 2014 par la Banque centrale européenne, les pays membres de la zone euro ont également renoué avec des niveaux d'expansion de leur PIB inégalés depuis bien longtemps. Il en va de même pour les autres Etats européens non membres de l'Union économique et monétaire, à l'exception du Royaume-Uni où les premiers signes de ralentissement de son économie se sont manifestés en raison du climat d'incertitude lié au Brexit.

La situation conjoncturelle s'est également rétablie dans la plupart des grands pays émergents. C'est ainsi que le Brésil et la Russie ont été en mesure de surmonter leurs récessions, tandis que la demande en provenance des pays asiatiques a connu une évolution plus favorable. La Chine, en particulier, a renoué avec un rythme d'expansion de son économie voisin de 7 %, après sept années d'un ralentissement constant. Seule la demande en provenance des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient est demeurée comparativement plus faible.

Conjoncture suisse

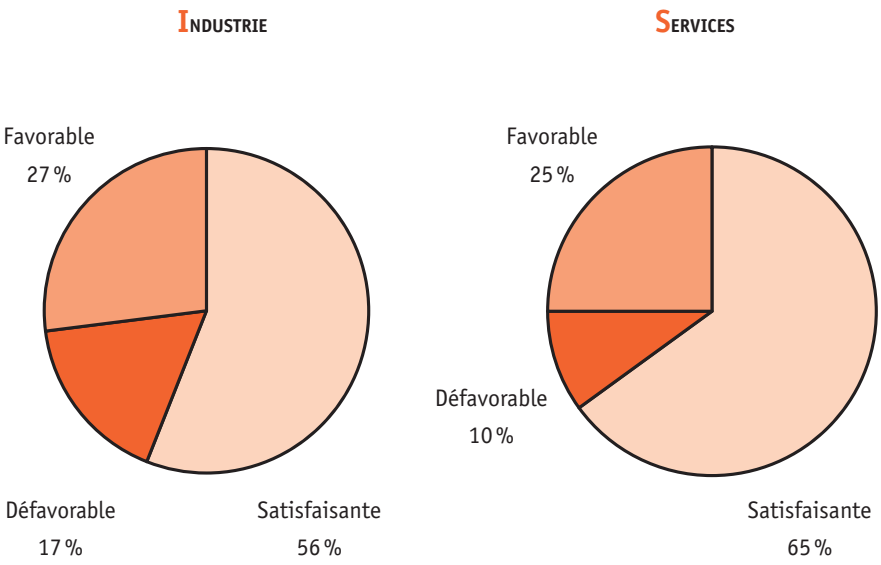
Rompant avec une croissance encore hésitante durant le premier semestre, l'économie suisse a également renoué depuis lors avec un rythme d'expansion plus élevé. Son commerce extérieur a connu notamment une évolution plus favorable sous l'effet conjugué du redressement de l'économie mondiale et de la dépréciation du franc suisse face à l'euro amorcée à partir de l'été 2017. Le cours de change de la monnaie helvétique s'est même progressivement rapproché du taux plancher qui avait été institué avant 2015 par notre institut d'émission pour endiguer son raffermissement constant. Avec une progression de 4,8 % en valeur, les exportations suisses de produits manufacturés ont retrouvé le niveau qui était le leur avant l'éclatement de la crise financière survenue en septembre 2007.

Sur l'ensemble de l'année, le taux de progression réel du PIB helvétique ne s'est toutefois inscrit qu'à hauteur de 1,0 %, soit à un niveau bien inférieur aux taux de croissance enregistrés par ses voisins européens. Par ailleurs et après une longue période d'évolution négative, le niveau général des prix à la consommation s'est redressé. Le taux moyen d'inflation s'est ainsi établi à + 0,5 %. Quant au marché du travail, le nombre de chômeurs inscrits auprès des Offices régionaux de placement (ORP) a diminué pour s'établir en moyenne annuelle à 3,2 % de la population active tandis que le volume de l'emploi a repris sa marche ascendante.

CONJONCTURE JURASSIENNE

L'activité économique s'est également redressée dans le canton du Jura. Après un début d'année encore difficile, la situation conjoncturelle s'est progressivement éclaircie. Les résultats de l'enquête conjoncturelle réalisée dans le courant de l'automne par la CCIJ témoignent de cette reprise de l'activité et de l'amélioration du climat des affaires dans l'industrie manufacturière notamment. La pression sur les marges bénéficiaires est restée cependant une source de préoccupation pour une majorité d'entreprises sondées.

APPRÉCIATION PORTÉE SUR LA MARCHE DES AFFAIRES DE L'ÉCONOMIE JURASSIENNE EN AUTOMNE 2017



Source : CCIJ, résultats de l'enquête conjoncturelle de l'automne 2017.

L'horlogerie, en particulier, et ses filières de production ont renoué progressivement avec un climat des affaires plus propice. Après deux années consécutives de baisse, les exportations suisses de produits horlogers ont repris le chemin de la croissance. Les autres branches industrielles ont également enregistré un regain d'activité, à l'image de celle des machines, des équipements électroniques et des métaux (MEM) qui a amorcé sa reprise au terme de l'année 2016 déjà. Les entreprises jurassiennes ont en outre tiré profit également de la dépréciation du franc suisse face à l'euro à partir de la seconde moitié de l'année. En effet, nombre d'entre elles avaient été particulièrement affectées par le choc monétaire consécutif à la suppression, en janvier 2015, du cours de change plancher avec la monnaie européenne.

Sur le front régional de l'emploi, le nombre moyen de personnes à la recherche d'un emploi s'est stabilisé pour s'établir, comme en 2016, à 4,6 % de la population active.

PERSPECTIVES GÉNÉRALES

A l'entame de la nouvelle année, les perspectives s'annoncent globalement positives. Une accélération de la croissance est même attendue pour notre pays grâce au maintien de la robustesse de la conjoncture au plan mondial.

PRÉVISIONS POUR L'ÉCONOMIE SUISSE

(variations en % par rapport à l'année précédente)

	2017	2018
PIB réel	2.3 %	1.9 %
Dépenses de consommation		
Consommation privée	1.4 %	1.5 %
Etat	0.7 %	0.5 %
Investissements dans la construction	1.1 %	0.3 %
Investissements en biens d'équipement	3.7 %	3.2 %
Exportations de biens	4.5 %	4.0 %
Importations de biens	3.4 %	3.5 %
Actifs occupés	1.2 %	1.0 %
Taux de chômage	2.9 %	2.8 %
Inflation	0.3 %	0.7 %

Source : prévisions établies par le Seco, décembre 2017.

Ces prévisions économiques encourageantes ne doivent toutefois pas occulter les nombreux foyers de risques et de tensions géopolitiques qui perdurent à l'échelle planétaire. Au nombre de ceux-ci figurent la nouvelle politique économique et commerciale des Etats-Unis, le programme d'ajustement économique de la Chine ou bien encore les négociations à venir sur les modalités du retrait du Royaume-Uni de l'UE. En outre, après une décennie de politiques monétaires expansionnistes et d'une envergure sans précédent, leur normalisation attendue par les grandes banques centrales pourrait s'accompagner, elle aussi, de turbulences.

Association privée et non subventionnée, la Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ) représente et défend les intérêts de quelque 450 entreprises actives pour la plupart dans les secteurs secondaire et tertiaire. Elle est aussi un acteur incontournable dans la promotion des entreprises établies dans la République et Canton du Jura.

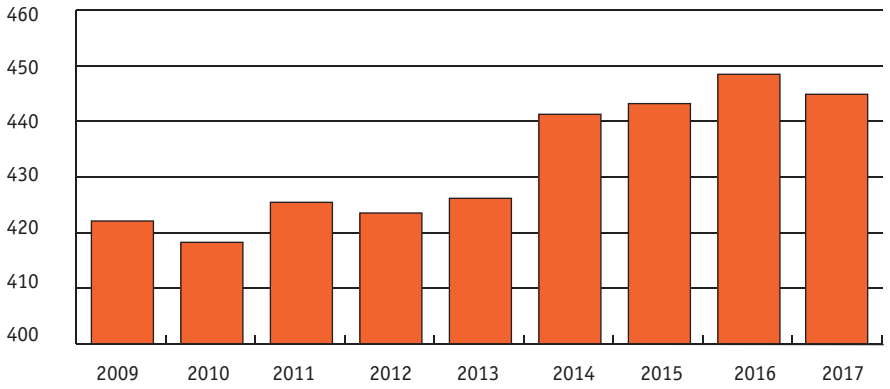
La CCIJ fait partie d'un réseau relationnel dynamique, tant au niveau régional que national et même international via les dix-huit autres Chambres de commerce et d'industrie cantonales regroupées au sein de l'Association des Chambres de commerce de Suisse (CCIS). Elle est également membre de la Fédération des entreprises suisses (economiesuisse) et de l'Union patronale suisse (UPS).

NOS MEMBRES

ÉTAT DES MEMBRES

Au terme de l'année 2017, la CCIJ totalisait 447 entreprises membres, soit quatre de moins que lors de l'exercice précédent. Ces 447 sociétés employaient quelque 13'880 collaborateurs.

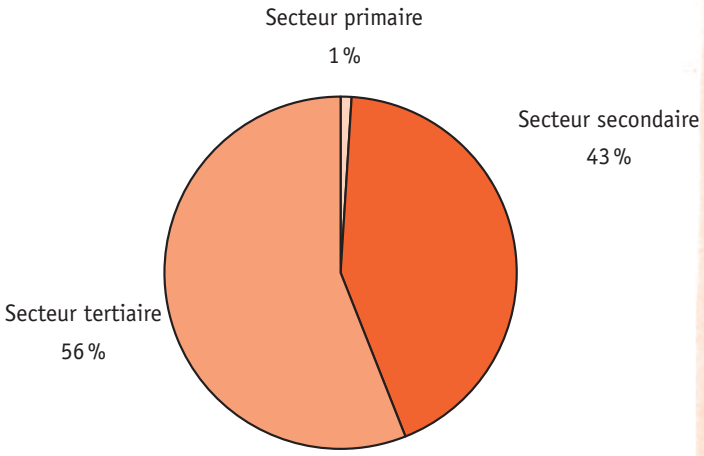
EVOLUTION DES MEMBRES DEPUIS 2009



RÉPARTITION

La répartition des entreprises membres par secteur économique se présente comme suit:

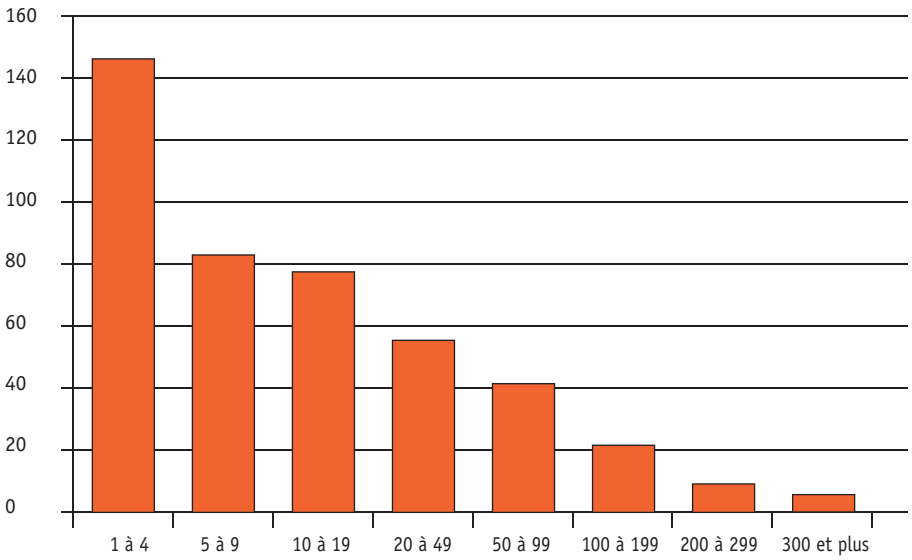
ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIJ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE AU 1ER JANVIER 2018



GRANDEUR

Quant à leur taille, la répartition est la suivante :

ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIJ EN FONCTION DU PERSONNEL OCCUPÉ AU 1er JANVIER 2018



ACTIVITÉ DES ORGANES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La CCIJ a tenu sa 38e Assemblée générale ordinaire le 16 mai 2017, à Saignelégier. Celle-ci a été plus particulièrement marquée par la présence et le remarquable exposé présenté par M. Thomas J. Jordan, président de la Direction générale de la Banque nationale suisse (BNS). Celui-ci s'est exprimé sur le thème suivant : « Situation économique actuelle et politique monétaire de la BNS ».



Au préalable, l'Assemblée a traité des objets statutaires usuels. Elle a approuvé les comptes 2016 de l'association, le budget pour l'exercice en cours et un projet d'adaptation du barème des cotisations à compter de l'année 2018. Elle a en outre pris connaissance de l'allocution de son président, M. Patrick Corbat, qui s'est exprimé sur différents thèmes d'actualité et adopté le rapport d'activité qui a fait l'objet d'un document écrit adressé à tous les membres. Soucieuse de favoriser le dialogue et les contacts entre les autorités et les milieux de l'économie privée, la CCIJ a demandé à M. le Ministre Jacques Gerber, chef du Département de l'économie et de la santé, de faire part du message des autorités cantonales à l'adresse de l'Assemblée.

CONSEIL GÉNÉRAL

Les délégués du Conseil général de la CCIJ se sont réunis à deux reprises durant l'année sous revue. Ils ont délibéré notamment sur les objets suivants :

- Les dossiers politiques d'intérêt pour l'économie et soumis à votation.
- La politique migratoire et les nouvelles mesures de régulation du marché du travail prévues.
- Le nouveau projet de la réforme fiscale (PF 17) appelé à succéder à la défunte RIE III.
- La loi cantonale sur le salaire minimum.

COMITÉ

Pour sa part, le Comité de la CCIJ s'est réuni à cinq reprises. Il s'est déterminé notamment sur diverses révisions législatives soumises en consultation ou au verdict des urnes. Il a également accueilli plusieurs délégations, dont les membres du Gouvernement jurassien à l'occasion de leur traditionnelle rencontre annuelle.

COMITÉ DE SOUTIEN À LA POLITIQUE PATRONALE

Le Comité de soutien à la politique patronale de la CCIJ a tenu ses assises annuelles le 2 mars 2017. Il a fixé les actions qu'il entendait soutenir ces prochaines années, en appui de celles déployées par le secrétariat de la CCIJ.

Rappelons que les quelque trente sociétés qui ont adhéré à ce jour à ce Comité se sont engagées à soutenir financièrement, par une contribution supplémentaire et volontaire, certaines initiatives spécifiques prises par la CCIJ dans le domaine de la défense des intérêts patronaux de ses entreprises membres.

DÉFENSE DES CONDITIONS-CADRES

Durant l'exercice sous revue, la CCIJ a suivi avec attention l'évolution du cadre réglementaire et ses implications pour notre canton et les entreprises qui y sont implantées. Outre son rôle de relais dans l'information de ses membres, la CCIJ a également fait connaître ses positions à ses organisations faîtières ou aux autorités cantonales, en participant activement aux consultations sur les projets législatifs qui lui ont été adressées. Elle a aussi pris part à certaines campagnes de votations importantes pour la place économique suisse et celle de notre canton.

CAMPAGNES POLITIQUES

Ainsi, la CCIJ a mené une campagne active ou émis des recommandations de vote sur les objets suivants :

- **OUI** à la loi fédérale sur la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III).
- **OUI** à l'arrêté fédéral sur la création du fonds routier « FORTA ».
- **OUI** à la loi fédérale sur la réforme de la « Prévoyance vieillesse 2020 ».
- **OUI** à l'arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée.

CONSULTATIONS POLITIQUES

La CCIJ a aussi pris position sur les révisions législatives suivantes :

- La révision totale de la loi fédérale sur la protection des données (AP-LPD).
- La modification de la législation bancaire (FinTech).
- La loi fédérale sur les moyens d'identification électronique reconnus (« loi e-ID »).
- La réforme du dispositif de soutien aux organismes de cautionnement.
- La révision partielle de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx).
- L'Accord d'assistance administrative en matière douanière avec les Etats-Unis.
- La loi fédérale relative au nouveau Projet fiscal 17 (PF 17).
- La modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé.
- Le projet d'aménagement 2030/35 de l'infrastructure ferroviaire.
- La révision partielle de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger.
- Les dispositions d'exécution de la modification de la loi fédérale sur les étrangers (gestion de l'immigration).
- La révision de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA).

REPRÉSENTATIONS DE LA CCIJ

La CCIJ entretient également des contacts réguliers avec les autorités et diverses organisations. Elle prend part aussi aux travaux de nombreuses commissions ou organes de concertation.

A titre d'information, nous avons établi une liste non exhaustive des principales commissions, associations et groupements auxquels participe la CCIJ.

ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES ET PATRONALES

Alliance des Chambres de commerce suisses – carnets ATA
Association des Chambres de commerce et d'industrie de Suisse – CCIS
Association des Chambres de commerce de Suisse latine – Info-Chambres
Chambre de commerce internationale – Comité national suisse de la CCI
Comité romand des votations
Fédération des entreprises suisses – economiesuisse
Forum de l'économie romande
Forum des Chambres de commerce du nord-ouest de la Suisse
Union patronale suisse – UPS

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Association pour la promotion de la formation continue – APFC
Association pour la formation commerciale initiale du Canton du Jura – AFCI-JU
Conseil de direction du fonds pour le soutien aux formations professionnelles
Commission de la Division commerciale du CEJEF
Commission de la Division technique du CEJEF
Conseil de fondation du Centre romand de promotion du management – CRPM
Groupement interprofessionnel du canton du Jura et du Jura bernois – GIP

Vie associative

Transports et communications

Switzerland Global Enterprise – S-GE
Fondation Arc Jura Industrie – FAJI
Swissfirms SA

Promotion économique

Association pour l'énergie du Jura et du Jura bernois – ener.j
Comité « Pro route fédérale Bâle-Jura »
Ouestrail – liaisons ferroviaires performantes en Suisse occidentale
Union européenne des Chambres de commerce et d'industrie pour la politique des transports

Sécurité sociale et relations du travail

Commission consultative pour le développement de l'économie
Commission consultative en matière d'allocations familiales
Commission tripartite chargée de conseiller les ORP
Commission tripartite « LIPER »
Conseil de prud'hommes et du Tribunal des baux à loyer
Association jura.accueil

SERVICES ET PRODUITS DE LA CCIJ

Hormis son rôle de défense et de représentation des intérêts de l'économie privée dans la République et Canton du Jura, la CCIJ offre toute une panoplie de services dans des domaines aussi variés que le commerce international, la valorisation des compétences et produits des entreprises, la recherche active de partenaires commerciaux, la formation ainsi que la gestion de secrétariats d'associations et de groupements économiques divers.

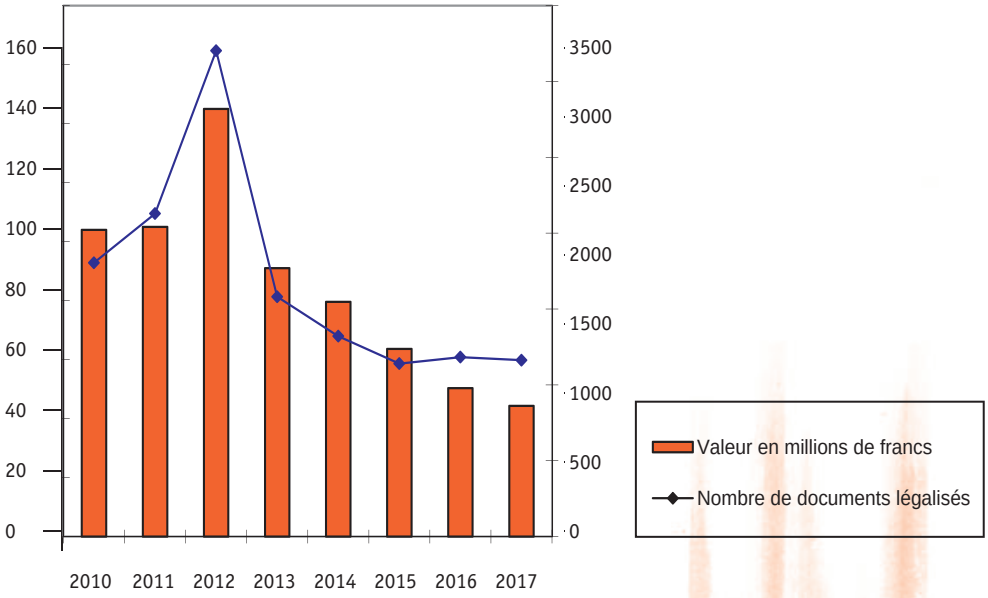
COMMERCE INTERNATIONAL

LÉGALISATION DE DOCUMENTS DOUANIERS

Par délégation de compétences des autorités fédérales, le Service des visas et des légalisations de la CCIJ est chargé de vérifier et d'établir les preuves documentaires servant à attester l'origine, la valeur ou le prix des produits exportés. Il délivre aussi d'autres attestations en rapport direct avec les exigences de certains pays, ainsi que des certificats de circulation des marchandises (EUR.1) à destination des Etats ou zones économiques avec lesquels la Suisse a conclu des accords de libre-échange.

En 2017, le Service des visas a légalisé 1'163 documents (2016 : 1'183). Cette légère diminution du nombre de documents légalisés va de pair avec une diminution de la valeur des exportations : 44,3 millions de francs en 2017, contre 50,3 millions de francs en 2016.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOCUMENTS LÉGALISÉS PAR LA CCIJ (2010 – 2017)



La CCIJ offre la possibilité aux entreprises exportatrices d'établir leurs documents via la plate-forme électronique : www.certify.ch. Cette plate-forme a été développée par les CCI de Suisse latine. Elle permet la légalisation par Internet des documents suivants : certificats d'origine, attestations d'origine sur facture et diverses autres attestations. En outre, la vérification de leur authenticité est également possible grâce au site Internet sécurisé www.e-verify.ch.

Enfin, la CCIJ est habilitée à délivrer des certificats CITES, en application de la Convention internationale de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

TRAFIC TEMPORAIRE DES MARCHANDISES

Le Service des visas et des légalisations de la CCIJ a aussi pour tâche d'établir des carnets de passage en douane pour l'admission temporaire de marchandises (carnets ATA). En 2017, il en a délivré 279, contre 242 en 2016 et 223 en 2015. La valeur totale des échantillons et marchandises admis en franchise douanière sous le couvert d'un carnet ATA s'est élevée à 12,8 millions de francs (12,1 millions en 2016 et 14,1 millions en 2015).

Grâce à ces carnets, valables dans plus d'une septantaine de pays membres de la chaîne ATA, les titulaires sont dispensés du paiement de droits de douane et de taxes à l'entrée dans le pays de destination.

A noter qu'un système similaire au carnet ATA existe aussi pour les exportations temporaires à destination de Taiwan, le carnet CPD. La procédure d'utilisation est la même que pour le carnet ATA. Enfin, les utilisateurs de carnets ATA doivent désormais établir leurs documents sur la plate-forme électronique : www.ataswiss.ch.

CONSEIL À L'EXPORTATION

La CCIJ est l'un des points d'appui cantonaux du réseau intérieur suisse de promotion des entreprises exportatrices géré et animé par Switzerland Global Enterprise (S-GE). Ce réseau offre toute une panoplie de services aux PME désireuses de développer ou d'étendre leurs activités sur les marchés étrangers.

Une plate-forme d'information www.s-ge.com complète le dispositif, en donnant accès sur le web à un grand nombre d'informations de qualité, régulièrement actualisées et structurées par pays, branches d'activité et thèmes spécifiques liés au commerce extérieur.

PROMOTION ET APPUI AUX ENTREPRISES

WWW.SWISSFIRMS.CH

Le portail www.swissfirms.ch est l'annuaire en ligne des entreprises membres des CCIS. Accessible en cinq langues, ce portail répertorie près de 15'000 sociétés. La base de données contient des informations détaillées, régulièrement actualisées et contrôlées par les CCI sur leurs entreprises membres. Elles peuvent être consultées sur divers supports (ordinateurs, tablettes et smartphones). La boutique en ligne permet en outre l'achat d'adresses sélectionnées en fonction des besoins des clients.



VITRINE DE L'ÉCONOMIE JURASSIENNE

A la suite de la dissolution de JIC S.A., la CCIJ a repris en partie les activités déployées par cette société. En particulier, la mise à disposition de ses membres d'un local de réception modulable et équipé de moyens informatiques et audiovisuels performants.



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Sous l'appellation « Agenda 4.0 », la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI) a initié un programme destiné à accompagner, par la compréhension et la réflexion, la transformation numérique en cours dans les entreprises. Plusieurs activités sont annuellement proposées (forums, ateliers de réflexions stratégiques regroupant des entrepreneurs, missions à l'étranger) auxquelles les entreprises membres de la CCIJ peuvent désormais participer.

L'année 2017 a notamment été dédiée à un travail approfondi sur l'Internet des objets (IoT), après les Big Data en 2016, et enrichie d'une mission économique en Chine.

CONSEILS JURIDIQUES

Grâce à un accord de partenariat conclu avec la CNCI, les membres de la CCIJ ont également accès à son service de conseils juridiques « i-lex ». Moyennant la souscription d'un abonnement annuel, ils peuvent faire appel aux prestations de cette structure d'appui juridique aux entreprises pour les questions touchant au droit du travail et aux assurances sociales notamment.

FORMATION

FORMATION COMMERCIALE DE BASE

L'AFCI-JU (Association pour la formation commerciale initiale du Canton du Jura) a pour but d'assurer sur le territoire jurassien la formation commerciale initiale de la branche « services et administration ». Elle est principalement responsable de l'organisation et de la mise sur pied des cours interentreprises (CI) pour tous les apprentis, ainsi que pour les stagiaires EC 3+1 et 2+1 appartenant à la branche. La gestion du secrétariat de cette association est assurée par la CCIJ sur la base d'un mandat de prestations.

FORMATION À L'EXPORTATION

La CCIJ est également étroitement associée aux différents cours de formation à l'export organisés par les CCI de Suisse latine dans le cadre du réseau suisse coordonné par S-GE. Plusieurs séances d'information ont ainsi été mises sur pied sur des questions techniques touchant le commerce extérieur.

FORMATION CONTINUE POUR CADRES ET DIRIGEANTS

Les CCI de Suisse latine sont enfin étroitement associées à l'organisation des cours et séminaires dispensés par le Centre romand de promotion du management (CRPM). Le CRPM propose et anime l'offre la plus complète de formations en Management et en Ressources humaines en Suisse romande : formations continues, certifiantes, sur mesure, en présentiel, hybrides ou à distance. Le CRPM exerce également un rôle de conseil dans la conception de programmes de formation et peut assurer, sur mandat, tout ou partie de l'organisation et de la gestion de la formation continue d'une entreprise.

MANIFESTATIONS ET PUBLICATIONS



M. Stéphane Garelli, professeur émérite à l'IMD et directeur du World Competitiveness Center.

Afin de favoriser les contacts et les échanges entre chefs d'entreprise, la CCIJ organise différentes manifestations et occasions de rencontres. Elle diffuse également un support d'information et réalise des enquêtes auprès de ses membres.

DÉJEUNERS-DÉBATS

Les déjeuners-débats organisés à un rythme bimensuel sont particulièrement prisés. Ils offrent l'occasion d'évoquer certaines préoccupations communes et de s'informer sur divers thèmes d'actualité.

CINQ À SEPT

Les rencontres organisées sous forme de «cinq à sept» ont pour but de traiter des dossiers plus spécifiques touchant à l'activité des entreprises et à leur environnement. Parmi les thèmes abordés en 2017 figuraient des conférences consacrées aux nouvelles réglementations prévues dans l'UE et en Suisse en matière de protection des données, aux modalités de la réforme «Prévoyance vieillesse 2020» et à ses implications prévisibles pour les entreprises, ainsi qu'aux perspectives conjoncturelles en Suisse et dans le monde.

SÉMINAIRES THÉMATIQUES

En collaboration avec des entreprises membres ou des prestataires externes, la CCIJ met sur pied également des conférences et séminaires thématiques. Les sujets suivants ont notamment fait l'objet d'une présentation: les réglementations suisse et européenne sur les travailleurs détachés, les déclarations des fournisseurs dans le commerce extérieur, ainsi que les innovations fiscales et sociales prévues en 2018.

En partenariat avec la Fédération des entreprises romandes de l'Arc jurassien (FER-Arcju), la CCIJ a également mis sur pied un cycle de séances d'information pour traiter de certaines questions relatives au droit du travail et aux assurances sociales. Organisées au rythme de deux par année, ces séances sont animées par le Service d'assistance juridique et de conseils (SAJEC) de la Fédération des entreprises romandes à Genève.

PUBLICATIONS

Par le biais du «Bulletin Info», le support d'information bimestriel de la CCIJ, et de ses «News» électroniques sur son site web (www.ccij.ch), les membres sont régulièrement informés sur les principales manifestations, séminaires et publications susceptibles de les intéresser. Leur attention est en outre attirée sur les dossiers politiques sur lesquels la CCIJ est consultée et sur ses prises de position.

ENQUÊTES ET ÉTUDES

La CCIJ réalise chaque année une enquête conjoncturelle auprès de ses membres. Plus d'une centaine d'entreprises ont répondu à nouveau à celle qui leur a été adressée en 2017. Outre les questions liées à la politique salariale, d'autres thèmes ont été abordés dans ce sondage comme l'effectif prévisible du personnel, l'évolution de la marche des affaires et les investissements planifiés.

Par ailleurs et sur mandat des CCI de Neuchâtel et du Jura, la société PwC a procédé à une réactualisation de l'étude comparative réalisée pour la première fois en 2015 sur la situation financière et la fiscalité des cinq cantons de l'Espace Mittelland (BE, FR, JU, NE et SO) et de Bâle-Campagne. Une étude qui vise à mettre en évidence l'évolution récente de leurs finances et les écarts constatés dans le financement de certaines de leurs tâches.

Enfin, les CCI de Suisse latine, regroupées au sein de l'association Info-Chambres, ont publié la huitième édition de leur traditionnelle enquête de satisfaction portant sur la compétitivité de leurs administrations fiscales respectives. Avec une note globale de 6.5 sur 10 pour l'édition 2017, l'administration jurassienne a quelque peu amélioré son score par rapport à l'édition 2015.

PALMARÈS 2017 DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ADMINISTRATIONS CANTONALES

2017			2015		
1er	Tessin	7.0	1er	Tessin	7.2
2e	Fribourg	6.9	2e	Fribourg	6.9
3e	Vaud	6.8	3e	Vaud	6.9
4e	Valais	6.7	4e	Valais	6.7
5e	Jura	6.5	5e	Jura	6.3
6e	Genève	6.4	6e	Genève	6.2
7e	Neuchâtel	6.0	7e	Neuchâtel	6.0

GESTION DE SECRÉTARIATS

Conformément à ses statuts et sur mandat, la CCIJ gère les secrétariats suivants :

- GastroJura, Fédération pour l'hôtellerie, la restauration et le tourisme
  Président : M. Maurice Paupe
  Secrétaire : Mme Marlyse Fuhrer, CCIJ
  Secrétaire administrative : Mme Manuela Stalder, CCIJ

- Concours des métiers de bouche
  Président : M. Jean-Pierre Roelli
  Secrétaire : Mme Marlyse Fuhrer, CCIJ

- Association jurassienne des propriétaires fonciers
  Président : Me Alain Schweingruber
  Secrétaire : Mme Chloé Petignat, CCIJ

- Association pour la formation commerciale initiale du Canton du Jura (AFCI-JU)
  Président : M. Patrick Wagner
  Secrétaire : Mme Marlyse Fuhrer, CCIJ

MEMBRE D'HONNEUR

Robert MEMBREZ, Delémont

COMITÉ

Patrick CORBAT
président
administrateur de la société Corbat Holding S.A., Vendlincourt

Jean-Maurice DONZÉ
directeur de la société Mercier S.A., Les Breuleux

Olivier HAEGELI
directeur financier de la société Willemin-Macodel S.A., Delémont

Patrick HAUERT
directeur général de la société M.R.P. S.A., Alle

Georges HUMARD
vice-président
directeur de la société Humard Automation S.A., Delémont

Jean-Claude SCHAFFNER
directeur de la société Interprox S.A., Delémont

Anne-Sophie SPERISEN
directrice de la société SOLO Swiss S.A., Porrentruy

CONSEIL GÉNÉRAL

Olivier BAUME
directeur de la société Joseph Baume S.A., Le Noirmont

Marie-Claude BERDAT WILLEMIN
directrice adjointe de la société Charles Berdat succ. Marie-Claude Berdat Willemin, Courroux

Dominique BEUCHAT
directeur de la société 3D Precision S.A., Delémont

Denis BOLZLI
administrateur de la société Aerowatch S.A., Le Noirmont

Jürg BRAND
président du conseil d'administration du groupe vonRoll infratec S.A., Gerlafingen

Damien DONZE
CEO de la société Varin-étampage S.A., Delémont

Gérard DONZE
administrateur de sociétés, Les Breuleux

Raymond KERRISON
CEO de la société Preci-Dip S.A., Delémont

Sébastien LANG
administrateur et membre de la direction de la société Louis Lang S.A., Porrentruy

Didier MEMBREZ
administrateur et directeur général de la société Cerjo S.A., Delémont

Philippe MEMBREZ
agent général de la compagnie d'assurances Allianz, Delémont

Philippe MEMBREZ
directeur de la société ALM Holding S.A., Courtételle

Pierre PARIETTI
président du conseil d'administration de la société Parietti & Gindrat S.A., Porrentruy

Roxane PIQUEREZ
directrice de la société Louis Bélet S.A., Vendlincourt

Christophe RERAT
directeur de la société Recomatic S.A., Courtedoux

Mathieu ROY
directeur de la société Tenax S.A., Les Breuleux

Alain SCHWEINGRUBER
avocat, Delémont

Nicolas SIX †
président du Conseil d'administration de la société Flasa S.A., Alle

Bertrand VALLEY
directeur général de la Banque Cantonale du Jura, Porrentruy

Sébastien VOISARD
directeur de la société Pressor S.A. et du groupe Démocrate Média Holding, Delémont

Claude WILLEMIN
membre de la direction de la société Willemin Holding S.A., Delémont

CONTRÔLEURS AUX COMPTES

Fiduciaire Audit Transjurane S.A., Delémont

DIRECTION

Jean-Frédéric GERBER
directeur

Marlyse FUHRER
directrice adjointe

Mise en pages et impression:

PRESSOR
CENTRE D'IMPRESSION ET D'ARTS GRAPHIQUES

www.pressor.ch

6, route de Courroux – **CH-2800 Delémont** – Tél. +41 (0)32 421 19 19 | 27, rue du Midi – **CH-2740 Moutier** – Tél. +41 (0)32 494 64 00

UNE ENTREPRISE DE DÉMOCRATE MEDIA HOLDING